

DANS L'IMPASSE D'UNE RÉSOLUTION DU CONFLIT AU YÉMEN

PAR ARIANE GATELLIER
NOVEMBRE 2020



Amal Hussain, 7, is wasting away from hunger, Tyler Hicks. Extrait du New York Times, *Tragedy of Saudi Arabia's War*, octobre 2018

DANS L'IMPASSE D'UNE RÉOLUTION DU CONFLIT AU YÉMEN

La situation au Yémen, qui “est sans aucun doute le plus grand désastre humanitaire au monde, exige une action urgente de tous”¹, déclarait déjà l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, M. Martin Griffiths, il y a de ça deux années en 2018, s'appuyant sur les chiffres alarmants d'une famine généralisée et d'une épidémie choléra persistante².

Après cinq ans de guerre au Yémen, on dénombrerait plus de deux tiers de la population vivant dépendant d'une forme d'aide. La faillite de l'Etat tue discrètement, les affrontements ont déjà engendré plus de 8 millions de déplacés. Amnesty International estime 233 000 personnes tuées ou blessées début 2015³.

Pourtant le Yémen, situé à la pointe sud-ouest de la péninsule arabique, est un carrefour stratégique de la mondialisation. La résolution du conflit devrait alors être une priorité dans l'agenda international, telle que la crise incube des défis autour de la notion de sécurité collective entre violation du droit humanitaire, terrorisme, et migration.

Néanmoins, cinq ans après l'intervention de la coalition derrière l'Arabie Saoudite pour le rétablissement de la paix, la résolution se trouve dans une impasse alors que l'on décrit une pléiade de revendications émanant d'un nombre considérable d'acteurs. Le conflit yéménite est l'illustration d'une collision entre enjeux locaux et territoriaux, et des intérêts géopolitiques, d'ordre régional et international. **Le Yémen est le terrain d'affrontement d'ambitions divergentes et dont on peut se poser la question de la légitimité, d'une manière qu'elles compromettent la résolution.**

Une crise yéménite internationalisée

Le conflit au Yémen oppose de nombreuses revendications historiques, dont celles des sécessionnistes au sud et des Houthis, au nord. En effet, il existe une dichotomie régionale immuable au Yémen depuis sa réunification nationale, entre un nord yéménite zaydite d'obédience chiite, tribal et conservateur et un sud sunnite chaféite, socialiste et plus pauvre. Le Mouvement Sécessionniste du Sud est incarné aujourd'hui par le Conseil de Transition du Sud⁴ instauré à Aden et revendique son indépendance. La rébellion houthie, quant à elle, à son origine, luttait contre sa marginalisation politique depuis les années 2000, et s'est imposée dans la brèche politique qu'a constitué le renversement du président Ali Abdallah Saleh, dans la mouvance des Printemps Arabes en 2012. En 2014, le siège établi des Houthis sur la capitale Sanaa a poussé le président, candidat unique à l'élection en 2012, Abdrabbo Mansour Hadi, à s'exiler à Riyad en 2015. La rébellion ainsi aux commandes des institutions étatiques, le Yémen connaît depuis deux dits « gouvernements ».

¹ *Yémen: pire catastrophe humanitaire au monde, la sortie de crise exige un dialogue politique entre les parties, selon de hauts responsables onusiens*, Nations Unies, 16 novembre 2018

² *Hécatombe au Yémen : plus de 80 enfants meurent chaque jour à cause de la guerre*, Unicef, 6 novembre 2018

³ *Au Yémen, cinq ans de conflit et de souffrance*, Amnesty International, 3 mars 2020

⁴ *Bureau du Département Général des Affaires Étrangères du Conseil de Transition du Sud dans l'Union Européenne*

DANS L'IMPASSE D'UNE RÉOLUTION DU CONFLIT AU YÉMEN



C'est l'avancée territoriale menaçante des Houthis sur les places géostratégiques majeures du pays⁵, qui a déclenché en mars 2015, l'opération contre-insurrectionnelle 'Tempête décisive' de la coalition arabe derrière Mohammed Ben Salman, et sur demande du président Hadi. Dès lors, l'intervention de la coalition signe de manière officielle l'entrée dans une guerre asymétrique au Yémen.

Le Président du Yémen Abdrabbo Mansour Hadi devant l'Assemblée générale des Nations Unies. Photo ONU/Cia Pak

La contestation de l'intervention saoudienne



A ce jour, le Yémen a connu deux opérations menées par la coalition arabe derrière l'Arabie Saoudite. Si l'opération '**Tempête Décisive**', s'est étendue sur seulement trois semaines, l'opération '**Restaurer l'Espoir**' dure depuis avril 2015, révélant l'enlisement de l'intervention internationale, que le prince saoudien ne pensait être, au départ, qu'une formalité.

Signature d'un accord de paix pour le Sud, en présence des princes. Mohammed ben Zayed des Émirats arabes unis, Mohammed ben Salman d'Arabie saoudite et du président yéménite Abd Rabbo Mansour Hadi, mardi 5 novembre à Riyad. Saudi Press Agency/Handout via REUTERS.

⁵ Yémen : huit cartes pour comprendre les motivations des forces qui s'y affrontent : L'avancée houthiste, Le Monde, juillet 2019

DANS L'IMPASSE D'UNE RÉOLUTION DU CONFLIT AU YÉMEN

Enlissement et fracture de la coalition arabe

L'intervention de la coalition a donné une nouvelle dynamique au conflit yéménite en détournant des fractures qui n'étaient auparavant pas mises en avant dans la crise, à des fins géopolitiques. L'«Arabie heureuse», a une importance tant sentimentale que géopolitique pour l'Arabie Saoudite de Mohammed Ben Salman. Géopolitique, tel que l'Arabie Saoudite accuse l'Iran chiite d'être derrière l'insurrection houthie. Dès lors, la stratégie saoudienne dans la crise yéménite répond à des logiques régionales traditionnelles telles que la fracture entre le chiisme et le sunnisme et la rivalité entre les deux leaders de la zone arabo-persique.

L'Arabie Saoudite s'appuie notamment sur le parti politique Islah, branche des Frères Musulmans. De plus, la coalition menée par l'Arabie saoudite au Yémen contourne les places fortes des groupes terroristes, laissant penser qu'elle vise à s'allier avec toutes forces sunnites, quelles qu'elles soient. De son côté l'Iran condamne une "agression militaire", tout en continuant de nier son implication dans la crise. Placer l'Iran comme la priorité du royaume n'est pas anodin quand le prince héritier est contesté. Salman chercherait à amplifier cette tension afin d'augmenter son influence au sein de son pays et prouver sa légitimité.

Néanmoins, la stratégie saoudienne a été entravée par la dégradation de la cohésion interalliée au sein de la coalition. Le rapprochement entre l'Arabie Saoudite et le mouvement al-Islah a altéré la participation des Emirats Arabes Unis à la stratégie saoudienne, qui progressivement se sont rapprochés du mouvement séparatiste à Aden, limitant la portée du pouvoir du gouvernement Hadi dans ces territoires. Finalement les Emirats arabes unis ont annoncé en février 2020 le retrait complet de leurs forces de la coalition, s'inscrivant dans la suite logique d'un processus entamé lors des pourparlers avec les Houthis en 2018, puis d'un rapprochement irano-émirati durant la crise du Golfe persique en 2019.

La fracture de la coalition a donc largement remodelé la stratégie saoudienne au Yémen. Cependant, Mohammed Ben Salman, en restant fixé sur des objectifs inchangés, a tant relégitimé la rébellion houthie que délégitimé son intervention.

DANS L'IMPASSE D'UNE RÉOLUTION DU CONFLIT AU YÉMEN

L'impasse saoudienne, la victoire houthie?

L'intervention saoudienne est contestée au Yémen pour ses répercussions sur les civils. Elle a, d'abord, imposé une série de mesures mettant à mal l'économie, tels que les blocus dans le grand port de Hodeida⁶. Les pertes d'emplois, la dépréciation de la monnaie et la flambée des prix ont eu tendance à aggraver la crise humanitaire. D'autre part, l'Arabie Saoudite est critiquée de par l'indiscrimination faite sur ses cibles. Elle est notamment accusée de ses bombardements meurtriers et fréquents sur les civils⁷. Le bilan humanitaire de la guerre ne fait qu'exacerber le ressentiment à l'égard du puissant voisin.

Parallèlement, les agissements saoudiens profitent à la stratégie houthie. Ces derniers ont réussi à se maintenir durablement à Sanaa et à consolider leur domination dans le nord, tout en conservant un discours unioniste. Face aux opérations saoudiennes, ils se sont imposés aux yeux des populations comme une force de résistance nationale contre un envahisseur étranger. Les attaques saoudiennes ont ainsi transformé le statut des Houthis d'une insurrection locale à un mouvement national qui revendique le contrôle de l'État central. Son discours, inclusif et minimisant les divergences internes, est celui d'un représentant d'un État malmené par un envahisseur.

Le retrait de l'essentiel des forces émiraties du théâtre yéménite a encouragé l'Arabie saoudite à changer de stratégie, en abandonnant de manière relative son soutien à l'armée loyaliste et en privilégiant, à la place, l'initiation de pourparlers avec les Houthis. Cet aveu d'impuissance à discréditer davantage encore la coalition.

Si dans le Sud, le gouvernement Hadi tente d'établir des compromis pour le cessez-le-feu avec les Séparatistes, par les Accords de Riyad en 2019⁸, au Nord, la rébellion rencontre peu de concurrence. Ce conflit asymétrique a tourné à l'avantage des Houthis, dont les armes sont de plus en plus sophistiquées et menaçantes. Au-delà des armes, les Houthis, ayant réussi à mobiliser la population, négocient actuellement en position de force après de récents succès militaires. Ils ont publié une liste de conditions pour une trêve, dont le retrait des troupes étrangères et la fin des blocus imposés par la coalition. Ils exigent également de la coalition qu'elle paie les salaires du gouvernement pour la prochaine décennie et finance la reconstruction du pays. Pour autant, Mohammed Ben Salman même s'il est certainement prêt à payer pour une grande partie de la reconstruction pour sortir de cette guerre, **il est peu probable qu'il accepte de signer sa capitulation totale**. A défaut d'avoir la mainmise sur le corridor de la mer Rouge, elle cherche à conserver une place de choix dans l'équilibre régional.

⁶ *Au Yémen, le port de Hodeida asphyxié par un blocus de facto*, Le Point, 25 mars 2018

⁷ *Au Yémen, le port de Hodeida asphyxié par un blocus de facto*, Le Point, 25 mars 2018

⁸ *Yémen : les séparatistes du Sud renoncent à l'autonomie et trouvent un accord avec Riyad*, Courrier International, 29 juillet 2020

La guerre au Yémen : un ‘conflit ignoré’ tel qu’il met mal à l’aise l’Occident?

Un défi de médiatisation

“We’re surprised the Khashoggi case is getting so much attention while millions of Yemeni children are suffering,” dénonçait le Dr. Mekkia Mahdi, au travers du New York Times, “Nobody gives a damn about them.”⁹. En effet, cette-dernière contestait l’obsession occidentale au sujet du meurtre saoudien de Jamal Khashoggi à Istanbul, tandis que les frappes saoudiennes sur les civils yéménites continuaient. La guerre au Yémen a souvent été désignée de ‘conflit ignoré’ dans lequel on dénote le manque d’implication européen dans sa résolution, voire on dénonce leur soutien et complicité dans les actions illégitimes de la coalition. En 2018, le Parlement européen déplorait vivement le manque d’attention accordée depuis deux ans et demi par la communauté internationale et les médias au conflit qui a mené à la catastrophe humanitaire actuelle au Yémen. D’autant plus que la faculté d’Al-Qaïda dans la péninsule Arabique et de Daech à tirer parti de la détérioration de la situation politique et sécuritaire au Yémen est préoccupante.¹⁰

Le Conseil de Sécurité des Nations Unies a appuyé l’intervention militaire saoudienne, légitimant donc de prime abord ses actions. Si en 2014, par sa résolution 2140¹¹, le Conseil de Sécurité a établi un Comité chargé d’encadrer l’embargo sur la vente d’armes à la rébellion pour leur usage dans des actes allant à l’encontre de la paix ; certains Etats européens et les Etats-Unis se sont retrouvés dans une polémique les accusant de co-belligérance. Est dénoncée la vente d’armement lourd aux pétromonarchies, tandis qu’elles-mêmes sont accusées de crime de guerre par leurs frappes sur les civils yéménites. De plus, ces derniers fournissent à Riyad une aide logistique et de renseignement considérable, les Etats-Unis sont accusés aussi de leurs frappes, tuant plus de civils que de terroristes. Les Nations Unies dénoncent ici les « *conséquences d’un mépris flagrant des lois de la guerre* »¹² sur la population civile du Yémen, qualifiant le Yémen de « *tombeau des droits de l’Homme* ».

⁹ *The Tragedy of Saudi Arabia’s War*, The New York Times, 26 octobre 2018

¹⁰ *Résolution du Parlement européen sur la situation au Yémen*, Parlement européen, 2019

¹¹ *Comité du Conseil de sécurité mis en place conformément à la résolution 2140*, Conseil des Nations Unies

¹² *Yémen: un conflit ignoré*, Alexandre Lenfant, Battiste Murgia, avril 2018

DANS L'IMPASSE D'UNE RÉOLUTION DU CONFLIT AU YÉMEN

Un conflit qui perdure au fil des nouvelles résolutions

Martin Griffiths, envoyé spécial du Secrétaire Général pour le Yémen



Trois cycles de négociations ont déjà eu lieu, en 2016, 2017 et 2018 pour organiser des trêves et permettre l'acheminement de l'aide humanitaire. Pour autant, à l'image de l'accord de Stockholm¹³, ces dernières se sont révélées insuffisantes. La diplomatie nomade engendrée par la guerre civile et la multiplication des acteurs, ralentit les discussions de paix du fait de la fermeture des ambassades sur place et de la situation sécuritaire. Quant à la résolution de la crise humanitaire, l'ONU a tenté par plusieurs fois, d'établir plusieurs programmes d'aide au Yémen, seulement faute de financement, sur 34 programmes prévus, seuls trois ont été financés pour 2019¹⁴. En juillet 2020, la résolution 2532¹⁵ des Nations Unies, exige la cessation immédiate des hostilités pour faire face à la COVID-19, pour autant dès octobre suivant, les combats ont repris dans la ville de Hodeida notamment¹⁶.

Les discussions pour la résolution du conflit font observer qu'il ne peut y avoir de solution militaire aux conflits dans la région. On rejette de plus en plus le recours à la notion de « responsabilité de protéger », prise comme prétexte par différentes parties au conflit au

¹³ *Yémen: malgré l'engagement des parties, l'Accord de Stockholm tarde à être mis en œuvre, indique l'Envoyé spécial, Nations Unies*, 15 avril 2019

¹⁴ *Yémen: l'ONU contrainte d'arrêter des programmes humanitaires, Le Figaro*, août 2019

¹⁵ *Le Conseil de sécurité exige la cessation immédiate des hostilités pour faire face à la COVID-19 et demande une pause humanitaire d'au moins 90 jours, Nations Unies*, 1er juillet 2020

¹⁶ *Yémen: reprise des combats dans la ville stratégique de Hodeida, rfi*, 8 octobre 2020

DANS L'IMPASSE D'UNE RÉOLUTION DU CONFLIT AU YÉMEN

Yémen. Par ailleurs, la déconcentration des objectifs de résolution autour des causes profondes de la misère et de l'instabilité dans le pays souligne la nécessité de se pencher sur les demandes et aspirations légitimes du peuple yéménite. La résolution du conflit doit se faire par tout effort politique pacifique visant à protéger la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale du Yémen.¹⁷

¹⁷ *Résolution du Parlement européen sur la situation au Yémen*, Parlement européen, 2019

Bibliographie

- **Articles scientifiques**

BILLOT, Fanette : “**Le conflit yéménite, des enjeux et clivages au-delà des logiques internes**”, 07/2016 : <http://fmes-france.org/wp-content/uploads/2016/09/Article-Fanette-Billot-.pdf>

BONNEFOY, Laurent : “**Yémen : des partis politiques toujours pertinents ?**”, 03/2016 : <https://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2016-3-page-45.htm>

RIGOULET-ROZE, David, “**Le jeu ambigu de Téhéran face à la rébellion chiite au Yémen**” : <https://www.cairn.info/revue-les-cahiers-de-l-orient-2008-2-page-69.htm>

- **Articles de presse**

BRIGAUDEAU, Anne : “**L'article à lire pour comprendre la guerre au Yémen, "pire crise humanitaire au monde"**”, *Franceinfo*, 20/11/2018 : https://www.google.fr/amp/s/mobile.francetvinfo.fr/monde/proche-orient/yemen/l-article-a-lire-pour-comprendre-la-guerre-au-yemen-pire-crise-humanitaire-au-monde_3030407.amp

BURGAT, François : “**Le Yémen, crise locale, causes mondiales**”, *Libération*, 27/11/2017 : https://www.google.fr/amp/s/www.liberation.fr/amphtml/debats/2017/11/27/le-yemen-crise-locale-causes-mondiales_1612880

MALECOT Valerie, HOLZINGER Flavie, PICHOT Paul : “**Yémen : huit cartes pour comprendre les motivations des forces qui s’y affrontent**”, *Le Monde*, 20/12/2017 : https://www.lemonde.fr/yemen/visuel/2017/12/20/yemen-huit-cartes-pour-comprendre-les-motivations-des-forces-qui-s-y-affrontent_5232510_1667193.html

MORBOIS, Stéphanie : “**Yémen : l'ONU tire la sonnette d'alarme sur l'aide humanitaire**”, *euronews.*, 18/09/2020 : <https://fr.euronews.com/2020/09/18/yemen-l-onu-tire-la-sonnette-d-alarme-sur-l-aide-humanitaire>

“**Frappes américaines contre al-Qaïda au Yémen**”, *Le Figaro*, 02/03/2017 : <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/2017/03/02/97001-20170302FILWWW00265-frappes-americaaines-contre-al-qaida-au-yemen.php>

“**La stratégie saoudienne au Yémen : une impasse à toutes les échelles**”, *Arion 24 News*, 08/07/2020 : <https://www.areion24.news/2020/07/08/la-strategie-saoudienne-au-yemen-une-impasse-a-toutes-les-echelles/>

DANS L'IMPASSE D'UNE RÉOLUTION DU CONFLIT AU YÉMEN

“The Tragedy of Saudi Arabia’s War”, *The New York Times*, 26/10/2018 :

<https://www.nytimes.com/interactive/2018/10/26/world/middleeast/saudi-arabia-war-yemen.html?smid=tw-nytimes&smtyp=cur>

“War Crime Risk Grows for U.S. Over Saudi Strikes in Yemen”, *The New York Times*, 12/09/2020 :

<https://www.nytimes.com/2020/09/14/us/politics/us-war-crimes-yemen-saudi-arabia.html?searchResultPosition=3>

“Yémen : gouvernement et séparatistes signent un accord de partage du pouvoir dans le Sud”, *Le Monde*, 05/11/2019 :

https://www.lemonde.fr/international/article/2019/11/05/yemen-gouvernement-et-separatistes-signent-un-accord-de-partage-du-pouvoir-dans-le-sud_6018142_3210.html

“Yémen : les Houthis en possession de nouvelles armes”, *Le Figaro*, 01/02/2020 :

<https://www.lefigaro.fr/flash-actu/yemen-les-houthis-en-possession-de-nouvelles-armes-20200201>

“Yémen : l'ONU contrainte d'arrêter des programmes humanitaires”, *Le Figaro*, 21/08/2019 :

<https://www.lefigaro.fr/flash-actu/yemen-l-onu-contrainte-d-arreter-des-programmes-humanitaires-faute-de-financement-20190821>

- **Contenu multimédia**

“Yémen : les images rares d'une guerre qui embarrasse le gouvernement français”, Brut, 01/09/2019 :

https://www.youtube.com/watch?v=NZNIBrg4HuU&ab_channel=Brut

“Guerre au Yémen : pourquoi le pays est en train de disparaître”, *Le Monde*, 23/10/2018 :

https://www.youtube.com/watch?v=BeF40IIEF4E&t=16s&ab_channel=LeMonde

“Yémen, guerre en silence”, Geopolitis, 14/09/2018 :

https://www.youtube.com/watch?v=zRbMpkO4w9o&t=9s&ab_channel=G%C3%A9opolitis

- **Sites internet**

BOUVIER, Emile : “Le conflit au Yémen : un conflit de proxies entre l'Iran et l'Arabie saoudite ? Les acteurs du conflit”, *Les clés du Moyen-Orient*, 19/09/2019 :

<https://www.lesclesdumoyenorient.com/Le-conflit-au-Yemen-un-conflit-de-proxies-entre-l-Iran-et-l-Arabie-saoudite-Les.html>

“Diplomatie nomade autour du Yémen”, Geneva Center for Security Sector Governance, 2017 :

<https://issat.dcaf.ch/ara/Learn/Resource-Library/Policy-and-Research-Papers/Diplomatie-nomade-autour-du-Yemen>

DANS L'IMPASSE D'UNE RÉOLUTION DU CONFLIT AU YÉMEN

“Yémen: pire catastrophe humanitaire au monde, la sortie de crise exige un dialogue politique entre les parties, selon de hauts responsables onusiens”, ONU, 16/11/2018 :

<https://www.un.org/press/fr/2018/cs13586.doc.htm>



SUIVEZ DEF'INSEEC SUR

